MONICA CHARLOT

LA MONARCHIE ET L'OPINION PUBLIQUE EN GRANDE-BRETAGNE

DE LA MORT DE VICTORIA en 1901 jusqu'aux années 1980, on se demandait quel était le pouvoir de la monarchie dans le système politique britannique. Que restait-il des antiques prérogatives royales derrière les ors et les fastes de la royauté ? La question, aujourd'hui, est tout autre. Il s'agit de savoir si l'institution monarchique survivra à la crise qu'elle subit depuis un peu plus d'une décennie. Y aura-t-il encore un roi ou une reine d'Angleterre dans dix, cinquante, cent ans ? L'évolution de l'opinion publique et des élites qui l'informent et la forment est l'un des éléments de réponse à cette mise en question et alimente les nombreuses spéculations et scénarios divers que l'on peut trouver sur le sujet.

PREMIÈRE MOITIÉ DU XXe SIÈCLE : LA DÉFÉRENCE

Au début du règne d'Édouard VII, en 1901, la grande presse londonienne a déjà pris le dessus sur la presse intellectuelle et élitiste traditionnelle. Le *Daily Mail* (fondé en 1896) tire à 700 000 exemplaires, concurrencé activement par le *Mirror*, le *Daily Sketch* et le *Daily Express*. Avec l'avènement de cette presse populaire, les caricatures assassines et les éditoriaux virulents contre la monarchie disparaissent pratiquement. Les liaisons du roi sont passées sous silence. La monarchie devient un tabou que l'autocensure suffit à protéger. Les caricaturistes traitent avec déférence et respect les grands moments de la vie et la mort des monarques. La photographie de presse permet de populariser leur image. Leur vie privée n'en est pas moins respectée : Édouard VII peut se promener le long du front de mer à Brighton, comme le faisait un siècle plus tôt le prince régent, sans être importuné

par les journalistes. Cette attitude de déférence et de discrétion se maintiendra durant le règne de ses successeurs, George V et George VI.

George V établit une monarchie davantage fondée sur la famille. Il aimait la vie de famille. Le jeu, la boisson et les femmes ne figuraient pas dans la liste de ses défauts. Il avait trop vu sa mère souffrir du fait que son père s'adonnait à ces plaisirs pour s'y complaire à son tour. Il anglicise la famille royale – abandonnant en 1917, durant la guerre contre l'Allemagne, la référence dynastique germanique à la maison de Saxe-Cobourg-Gotha pour celle de maison de Windsor (*House of Windsor*). Il met fin à la pratique germanique des mariages royaux arrangés dans le cercle étroit des familles royales et princières d'Allemagne en annonçant que ses enfants pourraient épouser des Anglais de souche. Dans les années 1920 et 1930, la presse applique son propre code d'honneur, selon lequel il n'est pas digne d'un *gentleman* d'attaquer un membre de la famille royale dès lors que l'étiquette interdit à celui-ci de répondre aux attaques. La mise en cause de la conduite privée des royaux est impensable.

L'abdication d'Édouard VIII aurait pu ébranler la monarchie si le roi avait lutté contre le gouvernement, qui refusait d'autoriser son mariage avec Wallis Simpson. Il avait, au contraire, soigneusement évité tout appel à l'opinion publique risquant de diviser le pays. Lorsque les hommes politiques – qui le trouvaient trop anticonformiste –, l'Église établie – qui n'admettait pas le divorce – et la presse de qualité – voix de l'*establishment* – décidèrent qu'il ne pouvait demeurer roi s'il épousait une femme divorcée, il s'inclina et quitta le pays. Il est vrai qu'à l'époque les sondages ne pouvaient révéler l'opinion populaire et la popularité du roi. En juin 1937, six mois après les événements, Gallup commençait à sonder les Britanniques : « Est-ce que le duc et la duchesse de Windsor – demanda-t-on – devraient être invités à rentrer en Angleterre et à y vivre ? » Oui, répondirent alors 61 % des Britanniques, contre 39 % de non, compte non tenu des sans réponse (4 % seulement). Il était difficile, lors de cette crise, de mesurer ses conséquences institutionnelles. On peut être certain, par contre, que le nouveau roi George VI les craignait. « Je ferai tout mon possible – écrivait-il à Sir Godfrey Thomas, le 25 novembre 1936 – pour réparer les dégâts si tout l'édifice ne s'écroule pas sous le choc et les tensions de tout cela[1]. »

1. John Wheeler-Bennett, *King George VI, His Life and Reign*, Londres, Macmillan, 1958, p. 283.

Les Londoniens, après avoir acclamé Édouard VIII à sa sortie du palais de Buckingham, n'en avaient pas moins fêté le nouveau couple royal, George VI et la reine Élisabeth, devant leur domicile de 145 Piccadilly. Les années de guerre devaient renforcer le lien entre George VI et son peuple – notamment durant la bataille d'Angleterre, en 1940, quand Londres devint la cible de l'aviation allemande. On savait gré au roi et à la reine de visiter les ruines et les victimes, sans se faire annoncer, en toute simplicité. « Cette guerre – leur dira Churchill – a uni le trône et le peuple plus étroitement que jamais. Vos Majestés sont davantage aimées dans toutes les catégories sociales qu'aucun des princes dans le passé[2]. » George VI avait su mettre en pratique sa propre vision de la monarchie : « Un souverain, à la tête de son peuple, partageant ses dangers, profondément affecté par ses souffrances, l'encourageant à rester déterminé dans sa résistance à l'ennemi[3]. »

C'est sans doute à cause de la popularité de la famille royale qu'après la fin de la Seconde Guerre mondiale elle devient l'objet d'un intérêt envahissant des médias. Il est pratiquement impossible, par exemple, de trouver un numéro de magazine féminin sans une photo de l'un des membres de la famille royale. En 1949, *Woman's Own* réussit un *scoop* avec la publication en exclusivité d'une série d'extraits des confidences de « Crawfie » – Mlle Marion Crawford, gouvernante des princesses Élisabeth et Margaret, de 1932 à 1949. D'un coup, le magazine gagne 600 000 lecteurs avides de lire ces secrets de nourrice, en dépit ou à cause d'un style à l'eau de rose, d'un contenu sans révélation ni surprise mais gentillet. Le tout sera publié en 1950 sous un titre significatif : *Les Petites Princesses*[4]. La presse populaire, dans sa « couverture » de la famille royale, continue d'éviter le scandale mais est avide de confidences édifiantes, de secrets sur la vie quotidienne des royaux. En août 1950, par exemple, sans qu'aucun événement particulier ne justifie cet intérêt, trois hebdomadaires consacrent chacun un long article à l'un des membres de la famille royale : *Picture Post*, où l'on peut lire « un mois dans la vie de la princesse Élisabeth » ; *Everybody*, où le grand biographe

2. « R.A. M. Churchill to King George VI », 5 janvier 1941, cité par Wheeler-Bennett, *op. cit.*, p. 467.

3. *Ibid.*, p. 466.

4. *The Little Princesses*, Londres, Cassel, 1950. La popularité de l'auteur s'effondrera cinq ans plus tard lorsqu'elle rendra compte, dans le même style, toujours pour *Woman's Own* (16 juin 1955), d'une revue rituelle des troupes (*The Trooping of the Colour Ceremony*), louant « le maintien et la dignité de la reine », alors que la cérémonie avait été, en fait, annulée pour cause de grèves des chemins de fer…

des royaux, Hector Bolitho, publie une synthèse sur « la vie de George VI » ; le *Sunday Dispatch*, qui s'intéresse à « la princesse Margaret », sous la plume de Godfrey Winn, promettant « une description intimiste de la routine et des grands moments de la vie au palais » et prévenant le lecteur qu'il se rendrait compte que « c'est l'histoire de n'importe quelle sœur cadette ». Le moins qu'on puisse dire est qu'en ce temps-là la presse était totalement dépourvue d'esprit critique envers les royaux et l'institution monarchique. Elle la protégeait même. Lors du couronnement d'Élisabeth II, en juin 1953, se produit un incident révélateur de cette attitude de la presse britannique. La passion de la princesse Margaret pour Peter Townsend, un héros de la RAF, avait été tenue secrète parce qu'elle faisait problème : Townsend étant divorcé, la sœur cadette de la reine devrait, si elle voulait l'épouser, renoncer à ses droits de succession. Lors de la cérémonie du couronnement, toute la presse avait pu juger de l'intimité des relations entre Margaret et Townsend à la façon dont elle riait et parlait avec lui, ôtait un fil sur la pochette de son uniforme et époussetait, de sa main gantée de blanc, sa tunique et ses décorations. Tous les correspondants américains à Londres avaient consacré un développement à l'événement. Dans la presse britannique, il avait fallu, au contraire, attendre une quinzaine de jours avant que le silence ne soit rompu, le 14 juin, par un journal populaire du dimanche, *The People*, sous couvert de dénonciation de l'attitude de la presse étrangère. Les spéculations sur un tel mariage, assurait le journal, sont « naturellement dénuées de tout fondement. Il est tout à fait impensable qu'une princesse royale figurant en troisième ligne dans l'ordre de succession au trône puisse envisager un seul instant le mariage avec un homme qui est passé par la cour des divorces ».

Au cours des années 1950, cependant, la presse britannique s'était enhardie dans son traitement des nouvelles de palais, confondant de plus en plus spéculations et nouvelles confirmées. Elle faisait des ponts d'or aux anciens serviteurs du palais pour qu'ils lui vendent les prétendus secrets de la vie à Buckingham, Balmoral ou Windsor, afin d'alimenter leurs articles sur la famille royale. Cet intérêt de la presse, mais aussi du public, les deux étant liés, pour la vie des royaux allait de pair avec la haute idée que l'on se faisait alors de la monarchie. A la question : « De toutes les femmes dont vous avez entendu parler vivant aujourd'hui dans n'importe quelle partie du monde, laquelle admirez-vous le plus ? », posée par Gallup en février 1954, les Britanniques répondent : « La reine Élisabeth ». Chez les hommes, son époux, le duc d'Édimbourg, se classe en second, derrière Winston Churchill, mais devant le

Premier ministre Anthony Eden, le vainqueur de l'Everest Sir Edmund Hillary, l'ancien Premier ministre travailliste et père de l'État-providence (*Welfare State*) Clement Attlee, et le docteur Schweitzer, apôtre de la lutte contre la lèpre en Afrique. C'est l'époque où le public se lève, à la fin d'un film ou d'une représentation théâtrale, pour écouter le *God Save the Queen*.

Deuxième Moitié du Siècle : la Remise en Cause

L'année 1957 marque un changement dans l'attitude de retenue et déférence de l'élite et de la presse vis-à-vis de la monarchie. Deux articles violemment critiques font la une des journaux. Le premier est publié dans la *National English Review*, en août, par son directeur et rédacteur en chef, Lord Altrincham. Ancien d'Eton et d'Oxford, il a succédé en 1955 à son père, le premier baron Altrincham. Il dénonce l'esprit de « classe » de la reine et « l'éducation conventionnelle de la classe supérieure » qu'elle a reçue avec sa sœur, la princesse Margaret. Il oppose sur ce point la reine à « l'esprit pratiquement sans classe de George V », s'en prenant à l'entourage « de tweed » de la reine : « la Cour a pitoyablement échoué dans l'adaptation à l'évolution du temps ». Lord Altrincham n'hésite pas à insulter la personne même de la reine, écrivant qu'elle apparaît dans ses allocutions radio-télévisées comme « une écolière bégueule, le capitaine d'une équipe de hockey ». Quant à son élocution, elle est « casse-pieds » (*pain in the neck*). Comme sa mère, elle est incapable de prononcer quelques phrases sans un texte écrit. Conscient de s'ouvrir à l'accusation de « lèse-majesté », Altrincham persistait et signait d'avance, arguant que la monarchie britannique était fondée sur « la raison et la clairvoyance, et non pas sur une fidélité servile ». Cette charge fut désavouée, cependant, par toute la presse, y compris l'*Observer* : « Critiquer des personnes qui ne peuvent répondre est toujours de mauvais goût. Faire des critiques publiques contre les personnes est grossier. Quand elles visent une femme et ses petites manies, cela passe les bornes. » Il reste que, selon un sondage NOP publié dans le *Daily Mail*, 86 % des Britanniques avaient eu connaissance des critiques de Lord Altrincham contre la reine ; que 52 % tout juste les rejetaient (dont 48 % des hommes et 39 % seulement des jeunes de 16 à 34 ans). Et que plus de la moitié (55 %, dont 65 % des 16-34 ans) étaient d'accord pour penser comme lui que le recrutement de la Cour devait être élargi.

Altrincham assurait qu'il n'avait critiqué la reine que pour mieux la

défendre en la poussant à changer ce qui devait l'être. Il avait en réalité ouvert une brèche dans laquelle les adversaires de la monarchie s'engouffrèrent aussitôt. John Osborne le premier, lorsque, à la veille de la représentation de sa pièce *Look Back in Anger* à Broadway, en octobre 1957, il écrivit un pamphlet antimonarchiste dans la presse : « Cela m'ennuie, cela me désole qu'il y ait tant d'esprits vides, tant de vies vides en Grande-Bretagne pour soutenir cette industrie de la fatuité. Mon objection au symbole royal c'est qu'il est mort. C'est un plombage en or dans une bouche pourrie. » Un ancien rédacteur en chef de *Punch*, Malcolm Muggeridge, le même mois dans un magazine américain, *The Saturday Evening Post*, parle de « feuilleton royal […], une sorte de substitut, d'ersatz de religion ». L'article est publié à l'occasion d'une visite de la reine aux États-Unis. Républicain déclaré, Muggeridge voit dans la persistance de l'institution monarchique et sa popularité un frein dans la démocratisation de la société britannique.

Durant les deux décennies suivantes cependant – celles des années soixante et soixante-dix –, le républicanisme ne progressera guère en Grande-Bretagne. A la question de savoir si la fonction de chef de l'État devait continuer d'y être assurée par un roi ou une reine, ou s'ils préféreraient qu'elle le soit par un président comme en Amérique ou dans certains pays d'Europe – question posée régulièrement par Gallup dans les années 1970 –, 8 à 11 % des Britanniques seulement optent pour un président. L'institution monarchique demeure apparemment forte. Mais elle est minée en profondeur par le déclin des trois piliers du système : la religion, le Commonwealth et le mystère entourant la monarchie.

« La monarchie anglaise – écrivait Bagehot du temps de Victoria – ajoute à la force du pouvoir celle de la religion. » Le cérémonial du couronnement et la façon dont il est perçu en témoignent longtemps après Bagehot. « Le Seigneur est oint », titre le *Times*, lors du couronnement de George VI en 1937. Et de commenter l'onction royale : « Alors que le drap d'or était tendu au-dessus du fauteuil du roi Édouard et que l'archevêque passait au-dessous, s'approchant du roi, comme dans un tabernacle, en portant l'huile consacrée, il sembla que ces deux hommes étaient seuls avec Dieu, faisant quelque chose qui les dépassait, quelque chose dont la solennité échappait à la compréhension de ceux qui étaient là. » Au couronnement d'Élisabeth II, à l'abbaye de Westminster, la magie de l'onction royale fonctionnait toujours. Depuis lors, cependant, l'attachement à la religion établie a fortement décru.

Dans le même temps, l'Empire, voire le Commonwealth, sont devenus des références passées, plus négatives que positives pour beaucoup.

En 1953, Winston Churchill avait incité la jeune reine à entreprendre le tour du Commonwealth et des pays liés à l'Angleterre ; six mois après son couronnement, le 23 novembre 1953, elle avait ainsi entamé un tour du monde en 173 jours. Durant les toutes premières années de son règne, Élisabeth II fera au total soixante voyages officiels à l'étranger, visitant une centaine de pays. L'idée reçue est que ces déplacements de la reine à l'extérieur sont bons pour le commerce britannique. La corrélation, grossière il est vrai, entre le nombre de jours passés durant les années 1970 dans le vieux Commonwealth (116 jours) et dans la Communauté économique européenne (33 jours), et l'évolution du commerce extérieur de la Grande-Bretagne – doublement avec le Commonwealth, multiplication par huit avec la CEE – ne va guère dans le sens de la thèse.

La fonction essentielle de la monarchie, cependant, est de constituer un pôle d'identification nationale et souple, intelligible pour les masses. En incarnant l'État-nation, le souverain, la famille royale le rendent plus humain et plus proche. Tout en insistant sur la force de cette fonction particulière de la monarchie, Bagehot ajoutait, avec sagesse, qu'il y fallait quelque mystère pour que le charme joue pleinement. Le monarque, comme le pouvoir, gagnait à une certaine distance, à un flou que les projecteurs trop puissants des médias, dès les années soixante et soixante-dix, ont largement dissipé.

Les célébrations populaires du mariage du prince de Galles, Charles, et de Diana, au début des années 1980, avaient fait illusion sur la pérennité du mythe monarchique. Leur désunion publique, la décennie suivante, révélera au contraire la fragilisation de l'institution monarchique.

La crise de la monarchie britannique dans les années 1990 est sans doute la plus grave qu'elle ait connue depuis le début du siècle. Les premiers coups ont été portés par Rupert Murdoch et son journal, le *Sunday Times*, à propos de la guerre du Golfe : « La reine doit convoquer de toute urgence les royaux à Windsor […] – y écrivait dans un éditorial comminatoire le rédacteur en chef du journal, Andrew Neil. Ce pays est en guerre, mais on ne le croirait pas à en juger d'après les frasques de certains membres du clan de Sa Majesté[5]. » Les royaux mis en cause étaient les jeunes princes, accusés de soulever l'opinion de dégoût et de déshonorer la monarchie par leur manque de sensibilité décadente. Trois tabloïds de la presse quotidienne – le *Sun*, le *Mail* et

5. *Sunday Times*, 10 février 1991.

l'*Express* – défendaient la reine, mais le *Mirror* et *Today* attaquaient les jeunes royaux. *Today* titrait en lettres énormes : « La reine en crise », avec le sous-titre ironique : « 88 % dégoûtés par l'effort de guerre des jeunes royaux ». Le *Mail* publiait un sondage MORI, sous le titre : « Les royaux et le Golfe », expliquant dans sa manchette : « Un sentiment de malaise parcourt le pays à propos de l'exemple donné par la famille royale durant la guerre du Golfe. » Le prince Andrew et son épouse, la duchesse d'York, étaient particulièrement visés à cause de leur style de vie. Plus grave encore, il apparaissait que 20 % des Britanniques prédisaient que la monarchie aurait disparu dans un demi-siècle, contre 10 % un an plus tôt. Satisfait de l'effet produit par son éditorial initial, le *Sunday Times* pouvait conclure, dans un nouvel article intitulé « Une famille en guerre » : « Tout avait commencé par un éditorial dans ce journal. A la fin de la semaine, les médias du monde entier s'étaient joints au débat. Et avaient mis en question non seulement la participation des royaux à l'effort de guerre du pays dans le Golfe, mais leur utilité même dans l'Angleterre d'aujourd'hui. »

Le choc le plus dur pour la famille royale restait à venir. Le 20 novembre 1992, un incendie se déclarait au château de Windsor, détruisant le hall de Saint-George et endommageant gravement la tour Brunswick, la grande salle de réception et la chapelle privée de la reine. Comme c'est la règle pour tous les biens de l'État, les bâtiments n'étaient pas assurés. Le secrétaire de la reine chargé du patrimoine, Peter Brooke, annonça que, selon la coutume, les frais de reconstruction, évalués à 50 millions de livres minimum, seraient couverts par le budget de l'État. Il s'ensuivit un débordement de critiques que personne n'avait prévu. Le lendemain même, profitant d'une émission d'appels des téléspectateurs – *This Morning* (sur la chaîne privée ITV) –, 30 282 appels téléphoniques mettaient la question à l'ordre du jour, 95 % des auditeurs disant que, selon eux, le contribuable n'avait pas à payer la totalité de la note. Un sondage Harris pour ITN, le même jour, révélait que les trois quarts des Britanniques estimaient qu'une réduction du coût de la famille royale était nécessaire ; une personne seulement sur cinq trouvait que la monarchie valait l'argent que l'on dépensait sur elle. Même le *Times* ne défendait pas la famille royale : « Quand le château est en bon état, il est à eux ; quand il brûle, il est à nous… » La presse populaire surenchérissait : « Prendre et donner – écrivait *Today.* Nous, nous donnons ; les royaux prennent ». « Pourquoi le peuple – s'interrogeait le *Mail* –, dont beaucoup ont eu à faire de lourds sacrifices en ce temps de dure récession, devrait-il payer la totalité de la

facture pour le château de Windsor quand la reine, qui ne paie pas d'impôts, n'y contribue pratiquement pas ? »

Dans un discours au Guildhall, la reine parlera à propos de cette année 1992 d'une *Annus Horribilis*[6]. Elle avait vécu une dure période, marquée, notamment, par les difficultés conjugales de ses enfants et leur effet sur l'image de la famille royale. En janvier, après la publication dans la presse de photos de vacances méditerranéennes entre la duchesse d'York (Fergie) et Steve Wyatt, on a commencé à s'interroger sur la solidité du jeune couple des York ; en mars, il était question de séparation et, en mai, la duchesse quittait le domicile conjugal avec ses deux filles. Durant ce temps, en février, un voyage officiel en Inde montrait au grand jour l'éloignement du prince de Galles, Charles, et de sa femme, Diana ; en juin, paraissait un livre d'Andrew Morton – *Diana, Her True Story*[7] (La Véritable Histoire de Diana) – dans lequel l'auteur affirmait qu'elle était « prise au piège d'une union sans amour » et révélait qu'elle avait souffert de boulimie nerveuse et tenté à plusieurs reprises de se suicider. Après quoi avait suivi la transcription dans la presse de bandes de conversations téléphoniques très privées, enregistrées à l'insu des intéressés : une conversation entre la princesse de Galles et son ami, James Gilbey, en août ; un échange entre le prince et son amie, Camilla Parker Bowles, en novembre. En avril, par ailleurs, dix-huit ans de mariage entre la princesse royale, Anne, et le capitaine Mark Phillips s'étaient terminés par un divorce express de quatre minutes.

La reine n'avait pas eu à souffrir, cette année 1992, que des difficultés conjugales de trois de ses enfants. Il y avait eu également l'attitude provocante qu'avait adoptée à son égard, en février, le Premier ministre australien Paul Keating lors de sa visite dans le pays, affirmant sans retenue son républicanisme face à celle qui demeurait la reine d'Australie. Une campagne de presse, enfin, s'était développée pour exiger de la reine qu'elle paie des impôts comme tous ses sujets. Fin 1992, un sondage MORI enregistre que la proportion des Britanniques pensant que la Grande-Bretagne irait plus mal si la monarchie était abolie – 37 % – tombe pour la première fois nettement au-dessous de la barre de 50 %. Au milieu des années 1980, elle était à 75 %… Une large majorité des sondés (76 %) s'attend à ce que la monarchie soit toujours en place dans

6. Elle faisait ainsi allusion au poème de Dryden, *Annus Mirabilis*, célébrant une victoire navale britannique contre les Hollandais, en 1666, et louant la façon dont le roi a conduit le pays dans cette année de guerre et de désastres (l'incendie de Londres, la peste…).

7. Andrew Morton, *Diana, Her True Story*, Londres, 1992.

dix ans, mais à l'échéance plus lointaine d'un demi-siècle ceux qui prédisent sa disparition (42 %) sont plus nombreux que ceux qui parient sur sa pérennité (36 %). Au-delà de l'hostilité à certains royaux, c'est l'institution monarchique elle-même qui est touchée.

Les malheurs conjugaux de la famille royale n'y sont pas pour rien, mais la crise est plus profonde. On reproche à la famille royale sa position sociale et sa richesse ; on estime qu'elle ne gagne pas l'argent que la nation lui donne. La classe sociale supérieure (*upper class*) semble davantage anachronique dans un pays où désormais les Premiers ministres, fussent-ils conservateurs, sortent des classes moyennes et n'hésitent pas, telle Margaret Thatcher, à s'en prendre à l'*establishment*. L'attaque d'Andrew Neil contre ces royaux qui font étalage d'un cocktail de « classe supérieure décadente et de manque de sensibilité[8] » a fait mouche dans l'opinion. La richesse de la famille royale apparaît particulièrement choquante à une époque où la pauvreté et la misère réapparaissent au premier plan avec la crise, où des propriétaires incapables de rembourser leurs emprunts immobiliers perdent leur logement, où les faillites se multiplient. L'impression que les royaux ne remplissent pas tous leurs contrats vis-à-vis de la nation aggrave ce ressentiment. En janvier 1989, par exemple, Jean Rook, une ferme royaliste dans le très conservateur *Daily Express*, reproche à la famille royale de n'avoir pas été présente aux obsèques des victimes du désastre de Lockerbie et une lettre de lecteur enfonce le clou : « J'avais l'impression, sans doute fausse, que la famille royale recevait l'argent de la liste civile pour les fonctions de représentation qu'elle assurait ; il est regrettable qu'ils ne soient que deux à justifier ces versements. » Cette exigence d'obligation de résultats (*value for money*), caractéristique de la philosophie thatchérienne, colore désormais fortement les commentaires de presse sur la monarchie.

La réaction aux plaintes de la reine sur l'horreur de l'an 1992 sera rien moins que compréhensive. « Que dire de notre année, Madame… », titrera le *Star ;* le *Sun* ironisera sur l'année « clodo » de qui l'on savait (*One's Bum Year*) ; le *Mail* fera remarquer que la dotation publique du chef de l'État, dans les autres pays d'Europe, était bien moins généreuse ; l'*Independent* décrira l'entourage de la reine comme « loin des gens, cupide et un tantinet ridicule ». Et le *Times*, pour le Nouvel An, de souffler à la reine dix conseils pour « une nouvelle année

8. *Sunday Times*, 17 février 1991.

de Majesté ». Le premier de ces conseils était : « Plus de jérémiades. Dans son discours sur l'*Annus Horribilis*, puis dans son message radio-télévisé de Noël, la reine a sollicité la sympathie du public pour ses nombreux ennuis familiaux en 1992. Ce n'était rien à côté des difficultés endurées par nombre de ses sujets […]. Peu de divorces britanniques, de plus, sont amortis par autant de richesse. »

La reine a tenté de redresser la situation, tenant compte de cet état d'esprit. Le 26 novembre 1992, le Premier ministre annonçait que, « quelques mois plus tôt », Sa Majesté avait ouvert des discussions pour un changement dans sa situation fiscale et le retrait de la liste civile de tous les royaux, sauf elle-même, sa mère et son époux. Deux jours plus tard, la décision de limiter la liste civile aux seuls souverains et à leurs conjoints, pour la durée de leur vie, était officielle. Et le 11 février 1993, un rapport des *Royal Trustees* (gardiens du domaine royal) réglait les détails de l'accord par lequel la reine décidait volontairement de payer l'impôt[9].

Où en est la monarchie britannique aujourd'hui, après ces déboires accumulés, puis cet effort d'adaptation ? Selon un récent sondage de MORI[10], si un référendum était organisé sur l'avenir de la monarchie, 23 % des Britanniques choisiraient « de mettre fin à la monarchie pour avoir un chef de l'État élu ». Les républicains sont plus nombreux que la moyenne chez les Écossais (39 %), les Gallois (28 %) – les Anglais étant moins tentés (21 %). Mais au total, 62 % des Britanniques, dont 64 % des Anglais, se prononcent pour le maintien de la monarchie. La légitimité de l'institution n'est donc pas en cause. Il lui reste à recréer, si possible, le haut degré de *consensus* qu'elle a connu autrefois, en redressant notamment son image morale. Walter Bagehot, du temps de Victoria, rappelait à juste titre que le critère moral n'a pas toujours été perçu comme pertinent pour juger la famille royale – citant Charles II, George Ier, George II et George IV. Mais les souverains qui s'identifieront d'eux-mêmes aux vertus domestiques – la reine Victoria, George III, George V, George VI – ont été plus populaires que ne l'ont été les autres. La reine Élisabeth II – dont personne ne met en cause la moralité, mais à qui l'on reproche de n'avoir pas su transmettre ses valeurs à ses enfants –, pour redresser l'image de la monarchie de ce point de vue, doit régler rapidement les situations conjugales des siens.

9. Pour plus ample information à ce sujet, voir Monica Charlot, « Funding and Taxing the Monarchy », in *QWERTY*, octobre 1993, p. 303-310 (université de Pau).

10. Sondage MORI pour l'émission télévisée *World in Action*, 22-25 mars 1996.

Le divorce, de nos jours, ne fait plus problème ; ce sont les déchirements sentimentaux et financiers qui le précèdent qui alimentent la chronique. La preuve en est que s'ils devaient élire eux-mêmes le successeur d'Élisabeth II[11], les Britanniques porteraient leur choix sur la princesse Anne (33 % des choix, dont 44 % en Écosse), toute divorcée qu'elle soit, contre 26 % seulement favorables à l'héritier du trône, le prince Charles (dont 27 % en Angleterre). C'est sans doute pour cette raison que la reine a intimé à Charles et Diana de régler sans plus tarder leur divorce.

11. Sondage MORI, 22-25 mars 1996 ; voir note 7.

RÉSUMÉ

Protégée par la déférence des élites et l'attachement des masses jusque dans les années 1980, la monarchie britannique est en crise. Ses soutiens traditionnels s'effritent, le comportement des jeunes royaux l'a déstabilisée et l'opinion britannique s'interroge sur son utilité et son coût. Mais elle conserve des atouts pour perdurer, et la reine Élisabeth II est bien décidée à les jouer.